



EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE
N°69-2022

**D'opposition à une déclaration préalable
au nom de la commune de Soucieu-en-Jarrest**

Le maire de Soucieu-en-Jarrest,

Vu la déclaration préalable présentée le 22/11/2022 par Pierre et Patrimoine, représenté par Monsieur MONTILLET Bernard demeurant 2 Avenue Jean Bergeron 69290 CRAPONNE, enregistrée sous la référence DP 069 176 22 00108,

Vu l'objet de la déclaration :

- pour la création de deux lots à bâtir ;
- sur un terrain situé 32 Chemin de la Croix Blanche 69510 SOUCIEU EN JARREST ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le PLU de la commune, approuvé le 19/12/2018 ;

Considérant que le lot 1 a déjà fait l'objet d'une déclaration préalable pour division sous la référence n° DP 069 176 22 00009 autorisée tacitement et d'un permis n° PC 069 176 22 00008 accordé le 07/09/2022 pour 2 maisons individuelles ;

Considérant que la demande ne peut donc pas porter sur la création de 2 lots, le lot 1 étant déjà existant ;

Considérant que l'article 3-1 « desserte par les voies publiques ou privés », impose aux accès d'être localisés et configurés en tenant compte du type de trafic généré par l'opération ;

Considérant l'augmentation du trafic généré par le PC 069 176 22 00008 (2 maisons) et le PC 069 176 22 00015 (2 logements) plus le lot 2 sur la voie privée, voie trop étroite pour permettre le croisement de 2 véhicules ;

Considérant que la proposition de division avec une servitude de passage au profit du lot 1 sur le lot bâti, par son découpage, empiète sur les stationnements prévus au PC 069 176 22 00015 en cours d'instruction,

Considérant l'article 1-3 du règlement du PLU imposant que lors de la réalisation d'un programme créant 4 logements et plus, 30% de la surface de plancher seront affectés à du logement locatif social ;

Considérant qu'aucun élément fourni au dossier ne permet de vérifier du respect de cette règle ;

ARRÊTE

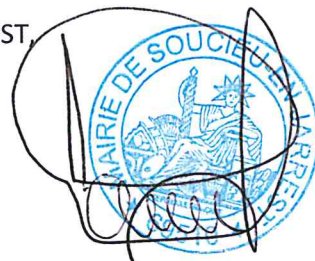
Article unique

Il est fait OPPOSITION à la déclaration préalable.

Fait à SOUCIEU EN JARREST,

Le 14 DEC. 2022

Le Maire,
Arnaud SAVOIE



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux : cette démarche peut être effectuée sur le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

En application du décret N°2004-112 du 12/02/2004, le pétitionnaire peut contester le refus de visa conforme de l'Architecte des Bâtiments de France auprès du Préfet de région par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans le délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision. Le Préfet de région se prononce dans un délai de 3 mois après consultation de la section de la commission régionale du patrimoine et des sites.